

L'ÉTAT DES BESOINS EN MATIÈRE DE LOGEMENT ET DE L'ITINÉRANCE CHEZ LES FEMMES

Sommaire exécutif

Kaitlin Schwan, Alicia Versteegh,
Melissa Perri, Rachel Caplan, Khulud Baig,
Erin Dej, Jesse Jenkinson, Hannah Brais,
Faith Eiboff et Tina Pahlevan Chaleshtari

Édité par : Arlene Hache, Alex Nelson,
Eva Kratochvil et Jayne Malenfant



canadian
observatory on
homelessness



Keepers
of the
Circle



CAEH



L'État des besoins en matière de logement et de l'itinérance chez les femmes au Canada

SOMMAIRE EXÉCUTIF

ISBN: 9781550146707

Comment citer ce document :

Schwan, K., Versteegh, A., Perri, M., Caplan, R., Baig, K., Dej, E., Jenkinson, J., Brais, H., Eiboff, F. et Pahlevan Chaleshtari, T. (2020). *L'État des besoins en matière de logement et de l'itinérance chez les femmes au Canada : Sommaire exécutif*. Hache, A., Nelson, A., Kratochvil, E. et Malenfant, J. (Eds). Toronto, Ontario : Presse de l'Observatoire canadien sur l'itinérance.

Remerciements

Les auteurs et les éditeurs souhaitent tout d'abord remercier tous les membres du **Women's National Housing and Homelessness Network**, dont beaucoup ont inspiré ce travail et guidé sa création. Cette œuvre a été réalisée en partenariat avec des expertes en expérience vécue, du début jusqu'à la fin, et est dédié aux femmes et aux personnes de diverses identités de genre qui ont été abandonnées par le système du logement.

Nous tenons également à exprimer notre profonde gratitude à nos partenaires pour leurs nombreuses contributions. Ce travail n'aurait pas été possible sans nos partenariats avec **l'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance** (ACMFI), **l'Observatoire canadien sur l'itinérance** (OCI) et Keepers of the Circle (KoC).

Cette étude a pu être réalisée grâce au généreux soutien financier de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, à laquelle nous sommes profondément reconnaissants. Ce travail a également été financé en partie par l'ACMFI, KoC et les revenus générés par Hub Solutions, une entreprise sociale de l'OCI.

Nous aimerions également exprimer nos vifs remerciements aux autres chercheurs et étudiants qui nous ont aidé à réaliser ce travail, notamment Nadia Ali (responsable des projets, OCI), Terry Smith (étudiante-stagiaire, OCI) et Meryl Borato (boursière postdoctorale, OCI). Nous remercions également les chercheurs et les experts qui ont révisé ce document et nous ont fait part de leurs précieuses remarques. Ce travail s'appuie sur les efforts de recherche de nombreux universitaires, défenseurs de la collectivité et personnes à expérience vécue qui nous ont précédés et à qui nous devons beaucoup.

Enfin, nous aimerions remercier les membres des équipes de l'ACMFI, de l'OCI et de KoC qui ont soutenu ce travail de diverses manières, notamment Michelle Bilek, Sarah Anne Charlebois, Steve Gaetz, Allyson Marsolais, Lindsay McRae, Tim Richter, Niveen Saleh, Stefania Seccia et Steph Vasko.



Conçu par Sarah Anne Charlebois, Observatoire canadien sur l'itinérance (Hub Solutions).
Bases des icônes réalisées par Smashicons de www.flaticon.com

Hub Solutions est une entreprise sociale intégrée à l'Observatoire canadien sur l'itinérance (OCI). Les revenus générés par le travail rémunéré à l'acte de Hub Solutions sont réinvestis dans l'OCI pour soutenir la recherche, l'innovation, les recommandations politiques et la mobilisation des connaissances. Pour en savoir plus, allez à www.hubsolutions.ca

Table de matières

Sommaire exécutif	4
8 défis et possibilités de changement principaux	5 - 15
1. Estimer l'ampleur véritable de l'itinérance chez les femmes _____	5
2. Besoin de logements adéquats pour les femmes _____	8
3. Interventions d'urgence débordées et sous-financées _____	9
4. Cycles répétés de violence _____	10
5. Les lacunes, les cloisonnements et les politiques contribuent à l'itinérance chez les femmes _____	11
6. Besoin urgent d'aborder le problème de l'itinérance des femmes autochtones _____	12
7. Mettre fin à l'itinérance intergénérationnelle en facilitant l'accès au logement pour les mères _____	14
8. Défaillances des systèmes publics _____	15
Mettre fin à l'itinérance chez les femmes au Canada : si ce n'est aujourd'hui, quand?	16
Références	18

SOMMAIRE EXÉCUTIF

L'itinérance chez les femmes, les jeunes filles et les personnes de diverses identités de genre¹ est une crise au Canada – qui se cache au vu de tous.

Dans toutes les provinces et tous les territoires, les femmes, les filles et les personnes de diverses identités de genre subissent les formes les plus graves de besoin en logement. Les femmes noires, les femmes racisées, les femmes autochtones, les personnes de diverses identités de genre, les femmes handicapées, les femmes pauvres, les personnes LGBTQ2S+, les travailleuses du sexe, les femmes incarcérées, les nouvelles arrivantes et les femmes plus jeunes et plus âgées sont toutes affectées de manière disproportionnée (Van Berkum et Oudshoorn, 2015). Les meilleures estimations disponibles sur l'itinérance et l'insécurité du logement chez les femmes sont encore nettement inférieures à la réalité, en partie en raison de la nature souvent cachée de leur itinérance (Maki, 2017). Les femmes sont moins susceptibles de se présenter dans les refuges classiques, de se rendre dans les centres d'accueil et les lieux publics ou d'accéder à d'autres services spécifiques aux sans-abri et sont plus susceptibles de dépendre de soutiens relationnels, précaires et dangereux pour survivre (Bretherton, 2017). La prédominance et la plus grande visibilité des hommes dans le secteur de l'itinérance ont engendré des politiques et des services axés sur les hommes, créant ainsi des conditions qui gardent l'itinérance chez les femmes invisible (Bretherton, 2017). Par conséquent, nous sous-estimons fortement le nombre très important de femmes qui sont sans abri au Canada et que nous restons sans réagir.

Les recherches démontrent également que les systèmes de soutien actuels sont incapables de faire sortir les femmes et les jeunes filles de l'itinérance rapidement (voire pas du tout) et que dans de nombreux cas elles n'ont pas d'autre choix que de retourner dans des situations de violence, de précarité et de marginalisation

(Statistique Canada, 2019). Les femmes et les personnes de diverses identités de genre sont confrontées à une violence sévère dans la rue et dans les systèmes publics et sont régulièrement séparées de leurs enfants en raison de leur situation en matière de logement et de leur exposition à la violence (Van Berkum et Oudshoorn, 2015). Malgré cela, la politique du logement se préoccupe rarement de leurs réalités, ce qui se traduit par un manque considérable de services de logement réservés aux femmes et informés des traumatismes subis (Fotheringham, Walsh et Burrowes, 2013; Kirkby et Mettler, 2016). En l'absence d'accès à un logement sûr, adéquat et abordable, les femmes des quatre coins du Canada sont poussées vers des systèmes d'urgence insuffisants ne répondant pas à leurs besoins. Dans bien des cas, ces systèmes d'urgence submergés par la demande et chroniquement sous-financés refusent donc régulièrement les femmes victimes de violence, d'itinérance et de formes extrêmes de marginalisation (Vecchio, 2019).

Afin de mieux comprendre ces défis, le **Women's National Housing and Homelessness Network** (WNHHN) a décidé d'entreprendre une revue systématique des données disponibles sur l'itinérance chez les femmes au Canada. L'Observatoire canadien sur l'itinérance a été engagé pour effectuer cette revue de la littérature et a été guidé à chaque étape par l'expertise des membres du WNHHN, qui comptaient également des membres possédant une expérience vécue d'itinérance. Cette revue de la littérature a exploré les preuves qui existent sur les causes, les conséquences et les expériences d'itinérance et de précarité du logement uniques que vivent les femmes, les jeunes femmes et les personnes de diverses identités de genre au Canada. Nous nous sommes appuyés sur

¹ Tout au long de ce document, nous explorerons les expériences des femmes, des jeunes filles et des personnes de diverses identités de genre en tenant compte du genre. Dans notre définition des femmes nous incluons toute personne qui s'identifie en tant que femme et nous cherchons également à souligner les défis distincts que les personnes de diverses identités de genre rencontrent pour accéder à un logement adéquat. Étant donné qu'il y a peu de recherches disponibles sur les expériences des personnes de diverses identités de genre en matière d'itinérance et de besoin de logement au Canada, la majorité des recherches dont il est question dans ce rapport portent exclusivement sur les femmes. Il y a un besoin impératif de recherches sur les expériences des personnes de diverses identités de genre en matière d'itinérance et de besoin en logement, et le WNHHN aimerait souligner notre frustration face à l'absence continue des expériences et des voix des personnes de diverses identités de genre dans la recherche universitaire et communautaire.

l'expertise de nos partenaires de Keepers of the Circle, un centre autochtone dirigée par le Temiskaming Native Women's Support Group dans le nord de l'Ontario afin d'analyser les recherches sur recherches sur les expériences des femmes autochtones. La revue a triangulé une multitude de sources de données, dont : de la littérature savante, des rapports gouvernementaux, des énoncés de politiques, des fiches d'information, des travaux des commissions parlementaires, des données statistiques et des députations faites à tous les niveaux de gouvernement (publiées entre 2000 et 2019)².

En rassemblant nos conclusions, nous avons identifié huit défis et possibilités clés auxquels nous faisons face à titre de nation dans notre objectif de prévention

et d'élimination de l'itinérance chez les femmes, les jeunes femmes et les personnes de diverses identités de genre. Les défis auxquels nous faisons face ne sont pas insurmontables. En fait, la COVID-19 offre au Canada l'occasion historique de transformer des interventions d'urgence efficaces en solutions politiques et pratiques à long terme. Il est temps d'accorder la priorité au droit au logement des femmes, des jeunes filles et des personnes de diverses identités de genre en investissant dans des solutions politiques fondées sur les preuves, dans des logements ciblant les femmes et dans la transformation des services et des soutiens, le tout façonné par l'inclusion et le leadership significatifs de femmes diverses possédant une expérience vécue.

8 DÉFIS ET POSSIBILITÉS DE CHANGEMENT PRINCIPAUX

1. Le nombre de femmes, de jeunes filles et de personnes de diverses identités de genre qui se retrouvent sans abri au Canada est considérablement sous-estimé. L'itinérance chez les femmes est rendue invisible par la façon dont nous définissons le besoin de logement et l'itinérance, et par la façon dont nous le mesurons et y répondons.

Les femmes vivent l'itinérance différemment des hommes et sont beaucoup plus susceptibles de vivre une itinérance cachée (Baptista, 2010)³. Leur parcours vers l'itinérance est unique et elles sont moins susceptibles de se retrouver dans des refuges ordinaires, des lieux d'accueil, des espaces publics ou d'accéder à d'autres services spécifiques aux sans-abri (Maki, 2017). Les femmes sont plus susceptibles de compter sur des soutiens relationnels, précaires et dangereux pour survivre, comme dormir sur le sofa de leurs amis ou échanger des faveurs sexuelles contre un logement

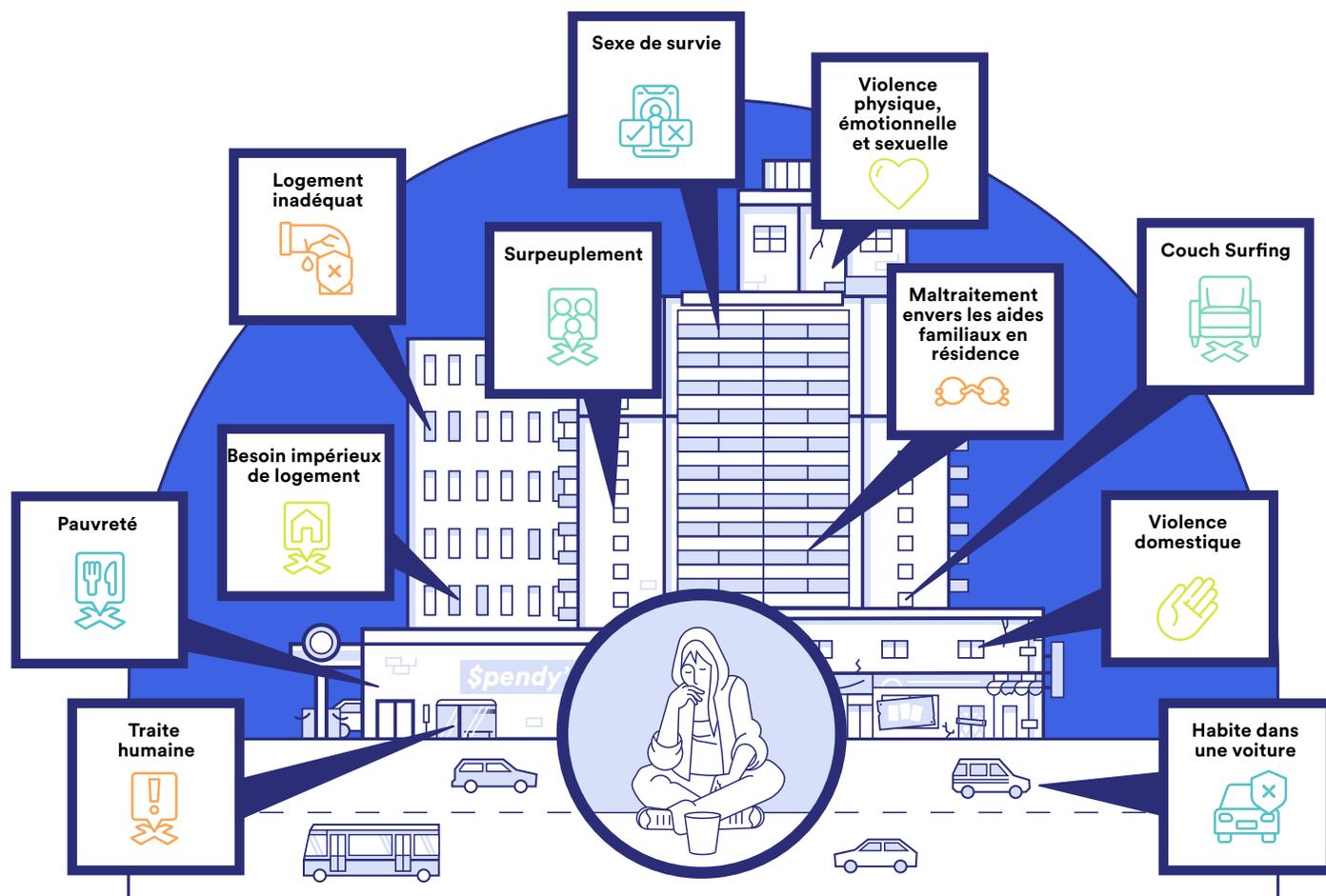
(Bretherton, 2017). Par conséquent, elles sont systématiquement sous-estimées dans les dénombrements ponctuels et autres méthodologies de «capture d'instantané» qui se concentrent généralement sur la mesure de l'itinérance absolue/de la rue, qui a tendance à être dominée par les hommes (Savage, 2016). Cela signifie que l'ampleur de l'itinérance chez les femmes, les filles et les personnes de diverses identités de genre est beaucoup plus importante que ce que nous estimons actuellement.

² Pour plus de détails sur la méthodologie, voir le chapitre Méthodologie dans [L'État des besoins des femmes en matière de logement et de l'itinérance chez les femmes au Canada : une revue de la littérature](#).

³ La [Définition canadienne de l'itinérance](#) décrit l'itinérance cachée comme une forme de logement provisoire qui inclut «les personnes vivant temporairement avec d'autres, mais sans garantie de résidence continue ou de perspectives immédiates d'accès à un logement permanent» (Observatoire canadien sur l'itinérance, 2017, p. 3).

Itinérance cachée

chez les femmes, les jeunes filles
et les personnes de diverses identités de genre



EN HAUT: FIGURE 1

Lorsque nous pensons à l'itinérance, nous imaginons peut-être une personne qui demande de l'argent à un coin de rue, mais pour les femmes, l'itinérance est souvent cachée derrière des portes fermées. Elles peuvent dormir sur le sofa de ses amis ou échanger des faveurs sexuelles contre un logement ou vivre dans un minuscule appartement surpeuplé.

Une des raisons pour laquelle l'itinérance chez les femmes est sous-estimée et par conséquent sous-financée est en partie parce qu'elle n'est souvent pas reconnue comme telle (Pleace et Bretherton, 2013). Il n'existe pas de définition nationale de l'itinérance qui prenne en compte la manière dont les femmes et les personnes de diverses identités de genre subissent l'itinérance. Par exemple, de manière générale, les dénombrements des sans-abri omettent les femmes qui fuient la violence sexiste, les femmes emprisonnées dans des situations de trafic sexuel, celles qui partagent un logement ou qui dorment sur le sofa d'amis, ou celles qui sont dans des situations dangereuses et/ou d'exploitation pour accéder à des refuges (Bretherton, 2017; Savage, 2016). Le fait de ne pas reconnaître ces expériences spécifiques au genre augmente l'invisibilité de l'itinérance chez les femmes et laisse aux gouvernements le soin de concevoir et de mettre en œuvre des politiques et des programmes sans tenir compte des connaissances et des données essentielles.

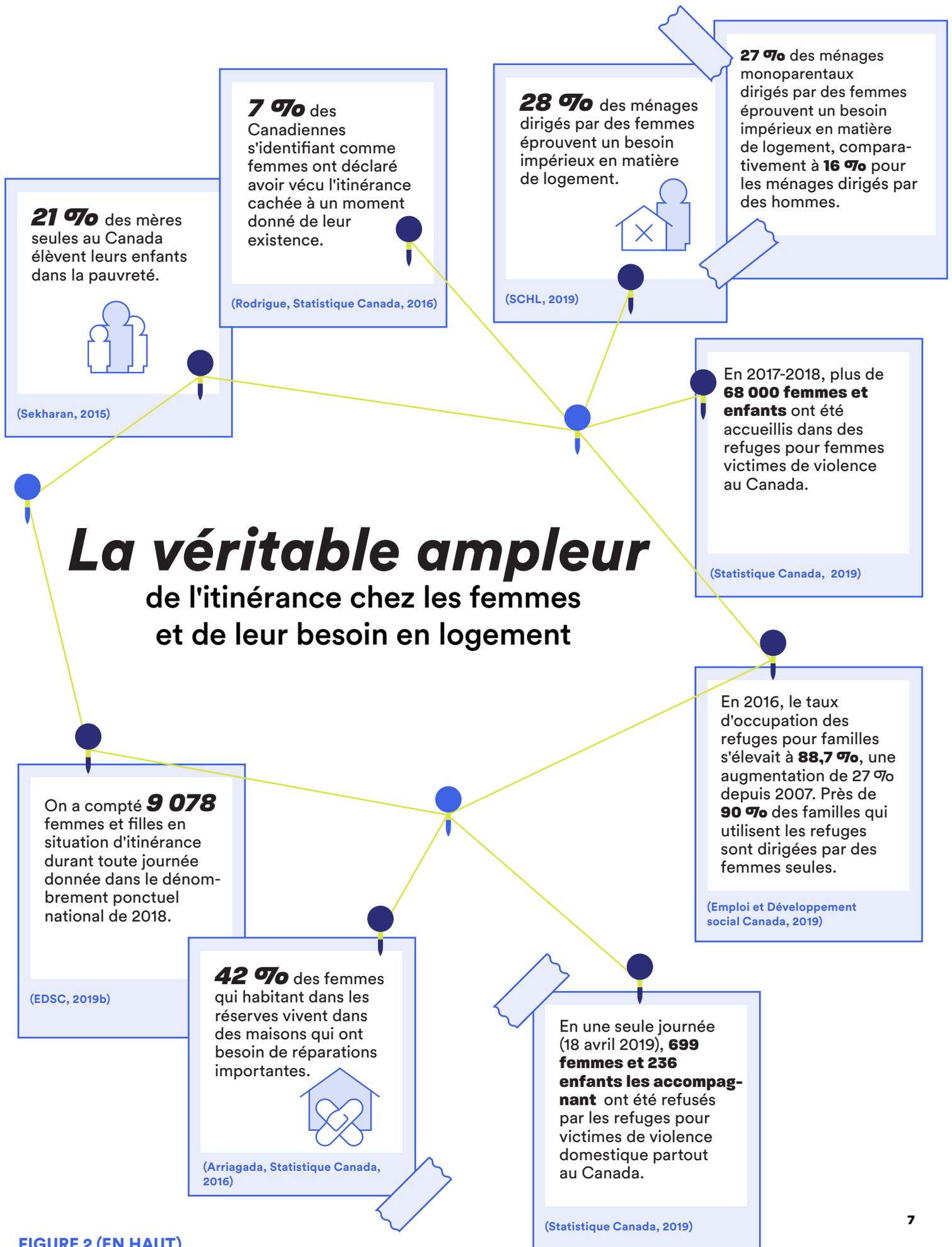


FIGURE 2 (EN HAUT)

2. Il y a une grave pénurie de logements sûrs, abordables, adéquats et appropriés pour les femmes et les personnes de diverses identités de genre du Canada.

Les femmes au Canada connaissent des niveaux disproportionnés de besoins en logement et d'instabilité du logement. Les recherches indiquent que 55 % des ménages canadiens en situation de besoin impérieux en matière de logement sont dirigés par des femmes, tout comme 63 % des ménages qui vivent dans des logements subventionnés (SCHL, 2018, p. 11). Les données montrent également que 27 % des ménages monoparentaux dirigés par des femmes éprouvent un besoin impérieux de logement, soit presque le double du taux des ménages dirigés par des hommes (16 %) (SCHL, 2019). Davantage de ménages dirigés par des femmes vivent dans des logements subventionnés que les ménages dirigés par des hommes (44,1 % par rapport à 40,5 %) (SCHL, 2019), et ces chiffres sont encore plus élevés pour certains groupes particuliers de femmes.

La recherche (Prentice et Simonova, 2019) indique que les groupes suivants éprouvent des besoins impérieux en matière de logement :

21 % des ménages menés par des femmes âgées

22 % des ménages menés par des jeunes femmes

25 % des ménages menés par des femmes autochtones (hors réserve)

Les niveaux disproportionnés de besoins en matière de logement auxquels les femmes font face sont liés aux défis uniques qu'elles rencontrent pour accéder à un logement sécuritaire et approprié, dont des niveaux élevés de pauvreté et davantage de responsabilités liées à la garde des enfants (Nemiroff, Aubry et Klodawsky, 2011; Walsh, Rutherford et Kuzmak, 2009). Le principal défi que les femmes doivent relever lorsqu'elles quittent une situation de violence est le manque d'options de logements abordables et appropriés à long terme (Statistique Canada, 2019). Le manque de logements abordables et de soutiens pousse les femmes vers des systèmes d'urgence insuffisants, débordés, et qui souvent ne répondent pas à leurs besoins (Vecchio, 2019).



3. Le manque de logements et d'aides spécifiques aux femmes pousse les femmes vers des refuges et des services d'urgence qui ne reconnaissent pas qu'elles sont sans abri, ne sont pas conçus pour répondre à leurs besoins et sont sous-financés et débordés. De ce fait, de nombreuses femmes restent prisonnières de situations traumatisantes d'itinérance et de violence.

Il existe partout au Canada un profond manque de services de logement à l'intention des femmes seulement et qui tiennent compte des traumatismes, pour les femmes qui connaissent la précarité du logement (Fotheringham, Walsh et Burrowes, 2013; Kirkby et Mettler, 2016). En l'absence de telles options de logement, certaines femmes se tournent vers des refuges et des services d'urgence dans les secteurs de l'itinérance et de la violence contre les femmes (VCF). Il y a cependant beaucoup moins de lits d'urgence réservés aux femmes dans les refuges du Canada, soit 68 % des lits des refuges sont mixtes ou réservés aux hommes, contre 13 % dédiés aux femmes (EDSC, 2019a). En outre, la recherche a révélé que de nombreuses femmes évitent les refuges pour sans-abri classiques parce qu'ils sont conçus pour les hommes et qu'ils ne sont peut-être pas sécuritaires (Bretherton, 2017), ou parce qu'elles craignent que les services de protection de l'enfance leurs prennent leurs enfants si elles s'identifient comme sans abri (Martin et Walia, 2019).

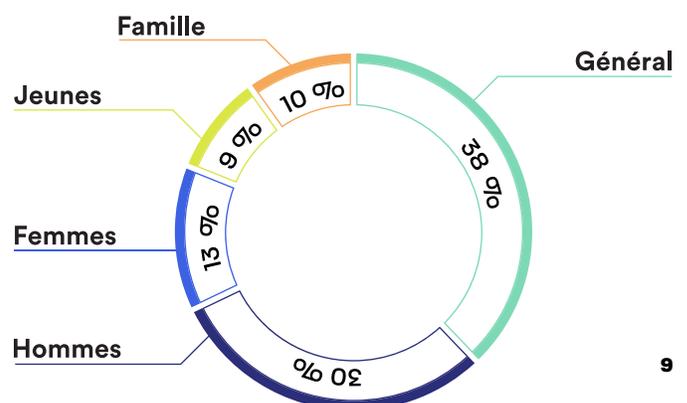
Les données révèlent également qu'il y a peu de refuges pour les sans-abri et les victimes de la VCF dans certaines collectivités qui en ont le plus besoin. Le [Rapport sur la capacité des refuges de 2018](#) indique une répartition très inégale des refuges d'urgence dans les provinces et territoires canadiens. Par exemple, il n'y a que deux refuges spécifiques pour femmes dans les trois territoires, avec un total de 37 lits (EDSC, 2019a). Fait remarquable, le rapport a révélé que certaines provinces et territoires ne disposaient d'aucun refuge

d'urgence pour femmes en 2018, notamment l'Île-du-Prince-Édouard et le Yukon (EDSC, 2019a). De même, les données indiquent que 70 % des réserves du Nord n'ont pas de maisons d'hébergement ou de refuges d'urgence pour les femmes qui fuient la violence, malgré les preuves que la violence sexiste est particulièrement élevée dans beaucoup de ces communautés (Martin et Walia, 2019).

Le sous-financement chronique des services, des refuges et des logements publics pour femmes signifie que de nombreux refuges et services fonctionneront systématiquement à pleine capacité ou en surcapacité (EDSC, 2019a) et que, par conséquent, de nombreuses femmes ne pourront pas accéder aux services vitaux dont elles ont besoin. Par exemple, parmi les près de 1 000 femmes et enfants que les refuges d'urgence VCF au Canada refusent en moyenne par jour, beaucoup retourneront dans des situations de violence et de précarité (Statistique Canada, 2019). De plus, pour les femmes qui peuvent accéder à un refuge d'urgence VCF, peu d'entre elles passent de ces refuges à un logement sécuritaire ou approprié. En fait, les données indiquent que lorsque les femmes quittent ces refuges, 21 % retournent vivre avec un agresseur, 36 % ne savent pas où elles iront après leur départ et 11 % vont dans un autre refuge pour femmes victimes de violence (Statistique Canada, 2019). Les défaillances qui existent au sein des systèmes d'urgence contribuent aux expériences cycliques d'itinérance, aux traumatismes complexes, à l'exploitation, à la violence et à la pauvreté dans la vie des femmes.

Lits dans les refuges **D'URGENCE** par clientèle desservie, dénombrement ponctuel de 2018

FIGURE 3 Ressource: (EDSC, 2019b)



4. L'itinérance est particulièrement dangereuse pour les femmes et les personnes de diverses identités de genre. Lorsqu'on omet de prévenir ou de mettre fin au besoin en logement ou à l'itinérance chez les femmes, nous assurons qu'elles tombent dans un cycle répété de violence et de précarité du logement.

« Souvent la nuit, je marchais simplement aux alentours toute la nuit parce que, de cette façon, j'avais l'impression d'avoir plus le contrôle. Je n'ai jamais bu toute seule. J'étais toujours sobre sauf quand j'étais avec d'autres personnes. Je n'ai jamais mendié pour boire ou pour m'acheter de la drogue. Je mendiais pour manger. Et quand je marchais la nuit, je savais toujours quand les sales types m'avaient repérée parce qu'ils commençaient à faire le tour du bloc dans leur voiture pour essayer de savoir où j'étais allée, et chaque fois, je me trouvais un endroit où me cacher jusqu'à ce qu'ils partent [...]. Et je me suis toujours souvenue de cette pensée qui m'obsédait : est-ce que il y a quelqu'un quelque part qui ne s'en fout pas? »

- **Michelle G.**, citée dans l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, 2019, p. 655

Les données nationales indiquent que 91 % des femmes sans abri au Canada ont été victimes d'agressions au cours de leur vie (McInnes, 2016). Les recherches montrent que les jeunes femmes sans abri sont beaucoup plus susceptibles d'être victimes du trafic sexuel (Miller-Perrin et Wurtele, 2017) et de subir une victimisation violente dans la rue, les **données nationales** (Gaetz et al. 2016) indiquant qu'au cours des 12 derniers mois :

37,4 % des jeunes femmes ont été victimes d'une agression sexuelle, contre 8,2 % des jeunes hommes

41,3 % des jeunes trans et non-binaires ont subi une agression sexuelle

35,6 % des jeunes LGBTQ2S+ ont été victimes d'une agression sexuelle, contre 14,8 % des jeunes hétérosexuels

Les recherches démontrent que compte tenu de ces expériences, certaines femmes et personnes de diverses identités de genre se sentent plus en sécurité en restant dans des relations violentes ou d'exploitation que dans la rue ou dans un refuge.

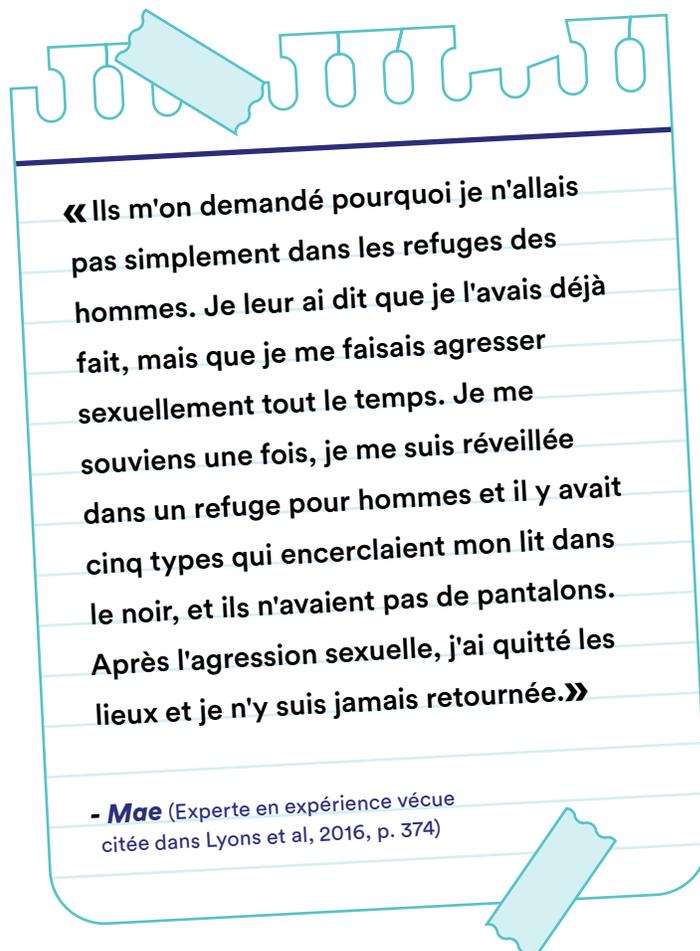


5. Les lacunes, les cloisonnements, les politiques et les pratiques des secteurs de la VCF et de l'itinérance peuvent involontairement créer des difficultés pour certaines femmes et certaines personnes de diverses identités de genre, contribuant dans certains cas à l'instabilité du logement et à l'exposition à la violence.

Les recherches montrent qu'en dépit des meilleures intentions, certaines femmes et personnes de diverses identités de genre sont lésées par la manière dont les secteurs de la VCF et de l'itinérance structurent et fournissent des services. Les difficultés ont tendance à se manifester dans trois domaines :

- ↳ Politiques et pratiques **DANS** les secteurs de la VCF et de l'itinérance
- ↳ Silos **ENTRE** le secteur de la VCF et celui de l'itinérance
- ↳ **LACUNES DES SERVICES** dans les secteurs de la VCF et de l'itinérance

Les politiques et les pratiques dans les secteurs de la VCF et de l'itinérance peuvent créer des préjudices involontaires pour certaines femmes. Par exemple, il se peut que les femmes ne soient pas acceptées dans les refuges VCF parce qu'elles prennent des drogues ou en raison de besoins complexes en matière de santé mentale (Vecchio, 2019), parce qu'elles ne répondent pas aux critères d'admissibilité (p. ex., la violence qu'elles ont subi n'est pas récente ou aux mains de leur partenaire), ou parce qu'elles sont considérées sans abri plutôt que des femmes qui fuient la violence (A. Hache, communication personnelle, 1er mai 2020). Dans le secteur de l'itinérance, les politiques d'obligation de signalement entraînent un refus de services ou une séparation mère-enfant (Caplan, 2019), et certains refuges d'urgence refusent d'offrir leurs services aux femmes qui ont subi une violence de la part d'un partenaire intime (Drabble et McInnes, 2017; Tutty, 2015). L'exclusion et l'oppression des LGBTQ2S+ et des personnes de diverses identités de genre sont particulièrement évidentes dans le système des refuges pour sans-abri et compromettent la sécurité, la dignité et l'inclusion des femmes LGBTQ2S+ et des personnes de diverses identités de genre (Abramovich, 2017). Involontairement, ces échecs systémiques aident à orienter les femmes et les personnes de diverses identités de genre vers des situations d'itinérance cachée.



Les lacunes des services dans les secteurs de la lutte contre la VCF et de l'itinérance créent des obstacles à l'accès aux soutiens et aux logements pour de nombreuses femmes et personnes de diverses identités de genre. Il existe par exemple un manque important de services d'urgence adaptés aux femmes et aux personnes de diverses identités de genre souffrant d'un handicap. Une étude de DAWN Canada a rapporté que seulement 65 % des refuges d'urgence pour sans-abri étaient dotés d'un accès pour fauteuils roulants, 66 % offraient des chambres et salles de bains avec accès pour fauteuils roulants, 17 % offraient le langage de signe et 5 % offraient des documents en braille (Alimi, Singh et Brayton, 2018).

De plus, le cloisonnement des services, des politiques, du financement et de la recherche entre le secteur de l'itinérance et celui de la lutte contre la VCF ne permet pas de répondre aux besoins de nombreuses femmes. Malgré le chevauchement de ces secteurs, les femmes ne sont pas toujours en mesure d'obtenir la satisfaction de tous leurs besoins dans l'un ou l'autre des deux milieux de services. Par exemple, il se peut

que les services du secteur de la VCF n'offrent pas de services de soutien appuyant les sorties durables de l'itinérance (Bretherton, 2017) et il se peut que le secteur de l'itinérance n'offre pas de personnel, de soutien et de sécurité ciblant les femmes qui subissent la violence d'un partenaire intime (VPI) ou la violence sexiste (Drabble et McInnes, 2017; Tutty, 2015).

6. Les femmes et les filles autochtones et les personnes de diverses identités de genre vivent dans les conditions de logement les plus extrêmes partout au Canada et sont les plus mal desservies dans les secteurs de la VCF et de l'itinérance.

Les femmes et les filles autochtones ainsi que les personnes de diverses identités de genre connaissent les formes les plus sévères de besoin en logement partout au pays. Par exemple, la recherche indique que les femmes autochtones sont :

- ↳ Surreprésentées parmi les femmes sans abri (Walsh, MacDonald, Rutherford, Moore et Krieg, 2012);
- ↳ Plus susceptibles de connaître l'itinérance cachée que beaucoup d'autres groupes;
- ↳ 15 fois plus susceptibles d'utiliser un refuge pour sans-abri que les femmes non autochtones au cours d'une année (Falvo, 2019);
- ↳ Surreprésentées environ cinq fois plus dans les refuges pour victimes de violence domestique par rapport à leur représentation dans la population canadienne, et les enfants autochtones sont surreprésentés environ trois fois plus (Statistique Canada, 2019);
- ↳ Surreprésentées dans les établissements correctionnels, les femmes autochtones représentant 42 % de la population femme incarcérée dans les établissements fédéraux (Zinger, 2020); et
- ↳ Plus susceptibles d'être dans des situations de vie inadéquates, les données indiquant que 21 % des femmes autochtones vivent dans des logements nécessitant des réparations importantes, comparativement à 7 % des femmes non autochtones (Arriagada, 2016).



Ces problèmes de logement coïncident avec la violence disproportionnée subie par les femmes et les filles autochtones, et les personnes de deux esprits et de diverses identités de genre, une tendance qui a été déclarée comme une crise nationale des droits de la personne (Amnistie internationale, 2014). Les femmes autochtones connaissent des taux de violence conjugale exponentiellement plus élevés que les femmes non autochtones et sont trois fois plus susceptibles d'être victimes de crimes violents. Martin et Walia (2019) ont rapporté que les femmes autochtones sont 12 fois plus susceptibles d'être assassinées ou de disparaître que les femmes non autochtones, et que les femmes autochtones âgées entre 25 et 44 ans sont 5 fois plus susceptibles de mourir des suites d'actes de violence que les autres femmes du même âge (p. 42).

Appel à la justice 4.7

« Nous demandons à tous les gouvernements d'appuyer l'établissement et le financement durable à long terme de refuges, d'espaces sûrs, de maisons de transition, de maisons d'hébergement de deuxième étape et de services dirigés par les Autochtones, et libres d'accès pour les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA autochtones qui sont sans domicile ou qui vivent une situation précaire, qui sont aux prises avec l'insécurité alimentaire ou la pauvreté, et qui fuient la violence ou ont été victimes de violence et d'exploitation sexuelle. »

Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, 2019b, p. 227

Malgré la violence et le besoin en logement disproportionnés qu'éprouvent les femmes autochtones, elles restent les plus mal desservies, tant en ce qui a trait à la lutte contre la VCF que l'itinérance partout au pays. Il y a un manque très important de refuges pour femmes sans abri ou de refuges pour femmes victimes de violence dans les communautés autochtones et dans les réserves, les données indiquant que 70 % des réserves du Nord n'ont pas de maisons d'hébergement ni de refuges d'urgence pour les femmes fuyant la violence (Martin et Walia, 2019). Souvent, les refuges des centres urbains ne sont pas inclusifs, accueillants ou adaptés aux particularités culturelles, et la plupart des collectivités n'offrent pas de refuges ni de centres d'accueil gérés par et pour les femmes autochtones (Curry, 2018). La colonisation et le génocide culturel en cours sont à l'origine des besoins disproportionnés en matière de logement et de la violence à laquelle les femmes et les filles autochtones sont confrontées et expliquent l'insuffisance des fonds publics mis à disposition pour remédier à ces inégalités (Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, 2019a).



7. Les expériences des mères en matière d'instabilité du logement et de violence créent les conditions de l'itinérance intergénérationnelle. Il est essentiel de répondre aux besoins des femmes en matière de logement, et en particulier aux besoins des mères et de leurs enfants, pour résoudre le problème de l'itinérance chronique et intergénérationnelle.

Les expériences des mères en matière d'instabilité du logement et de violence créent les conditions de l'itinérance intergénérationnelle. Les données canadiennes et internationales montrent que l'itinérance des adultes puise souvent ses racines dans les expériences d'instabilité du logement et de violence vécues pendant l'enfance. Par exemple, le dernier dénombrement ponctuel canadien a révélé que 50 % des sans-abri ont subi leur première expérience d'itinérance avant l'âge de 25 ans (EDSC, 2019b, p. 9). De même, les recherches ont indiqué de manière cohérente une corrélation entre les mauvais traitements et les abus envers les enfants, l'itinérance chez les jeunes (Gaetz et al., 2016) et le risque de victimisation violente à l'âge adulte, y compris la violence extrême exercée par un partenaire intime (Burczycka, 2017; Perreault, 2015). Cette recherche suggère que les expériences d'instabilité de logement et de violence vécues par les enfants et les jeunes sont prédictives de l'itinérance à l'âge adulte (Caplan, 2019; EDSC, 2019b), de la séparation parents-enfants (Shelton et al., 2009) et de la victimisation violente (Burczycka, 2017; Perreault, 2015).

En ne répondant pas aux besoins des mères victimes de violence et d'instabilité du logement, nous créons les conditions nécessaires pour que leurs enfants deviennent les adultes sans abri de demain. Cela suggère que la résolution des problèmes de logement des mères est la clé pour résoudre l'itinérance chez les adultes, l'itinérance chronique et l'itinérance intergénérationnelle. Si nous choisissons de nous attaquer aux problèmes de logement uniques auxquels de nombreuses femmes sont confrontées y compris ceux qui sont liés au maltraitement et à la violence, nous pourrions peut-être empêcher les générations futures de se retrouver sans abri et de subir la violence.

« Elle sanglotait dans son sommeil.

Je croyais qu'elle rêvait, mais en fait elle était en train de mourir de froid. Je me suis approchée pour toucher sa main. Elle était glacée. Je l'ai fait sortir de l'abribus et je l'ai emmenée à l'entrée d'une épicerie où un peu de chaleur sortait d'en dessous de la porte, et nous nous sommes couchées pour le restant de la nuit sans que je puisse m'endormir. »

Experte en expérience vécue
citée dans Milligan, 2012, p. 85



8. Les défaillances multiples et aggravantes des systèmes publics conduisent les femmes et leurs enfants à l'instabilité du logement et à l'itinérance, contribuant ainsi aux cycles intergénérationnels d'itinérance, d'instabilité du logement, de marginalisation et de violence.

Les expériences d'itinérance sont souvent liées aux défaillances des systèmes tels que la justice pénale, la protection de l'enfance, les soins de santé ou l'éducation (Ho, 2007). Ces défaillances sont souvent liées à des politiques et des pratiques inadéquates, discriminatoires ou nuisibles qui mènent à l'itinérance. Dans de tels systèmes, des processus bureaucratiques apparemment bénins et neutres ou prétendant même faire progresser le bien social peuvent produire des résultats violents pour les femmes et leurs enfants.

Voici quelques exemples des défaillances du système public :

- ↳ Les politiques et pratiques de protection de l'enfance qui ne font pas la distinction entre «négligence» et «pauvreté», contribuant ainsi à l'arrestation d'enfants issus de familles pauvres qui sont aux prises avec une situation de logement inadéquat (Trocmé, Knoke et Blackstock, 2004).
- ↳ Des politiques contradictoires entre les systèmes (p. ex., entre l'aide sociale, la protection de l'enfance et les logements sociaux) qui compliquent l'accès des femmes aux aides au revenu ou au logement (Maki, 2017). Par exemple, la plupart des systèmes d'aide sociale réduisent les droits des mères dès que leur enfant est pris en charge par les services de la protection de l'enfance, ce qui les met dans une situation où elles perdent leur logement (qui n'est pas facile à rétablir et qui peut les empêcher de récupérer la garde de leur enfant).
- ↳ L'incapacité à fournir l'accès aux soutiens, au logement ou aux revenus aux femmes et aux personnes de diverses identités de genre qui sortent des systèmes publics tels que les établissements de soins de santé, les prisons ou les placements sous les services de la protection de l'enfance (Schwan et al., 2018; Tutty et al., 2014).
- ↳ Les politiques de la protection de l'enfance qui obligent les mères à se rendre dans un centre d'urgence ou un centre d'accueil pour victimes de la VCF lorsqu'elles subissent le maltraitement d'un partenaire intime (Azim et al., 2018; Caplan, 2019) dans certains cas entraînent une séparation des parents avec les enfants (Guo, Slesnick et Feng, 2016).

Ce type de pratiques et de politiques peuvent créer les conditions qui font que certaines femmes perdent leur logement, restent condamnées à vivre dans la rue, perdent la garde de leurs enfants ou restent dans des situations de violence.

« L'année dernière, avant décembre, nous avons eu un cas de deux clients. L'une d'elles a dû entrer dans un bar et se vendre pour une bière, afin de pouvoir entrer en désintoxication parce qu'elle n'avait nulle part où aller. Le refuge ne l'a pas prise parce qu'il n'y avait pas de place pour elle. Nous cherchons désespérément une place pour elle. Alors elle a dit : "Ne vous en faites pas, je vais me débrouiller."

Alors finalement, elle m'a appelée et m'a dit "J'y suis allée, je me suis vendue à un gars, il m'a donné une bière, il a fait ce qu'il a voulu de moi et après je suis entrée en désintoxication." Il faisait froid et ça lui a donné un endroit où dormir pour au moins quatre ou cinq jours. Et puis pour l'autre, étant donné que Blue Feather était fermé elle s'est fait jeter dehors, et elle n'avait nulle part où aller... on savait qu'elle vendait son corps pour pouvoir loger quelque part. C'est trop. Pourquoi les femmes doivent-elles vendre leur corps pour qu'elles puissent trouver un endroit où dormir? C'est exactement ce qui se passe dans notre ville.»

(Hrenchuck et Bopp, 2007, p. 95)

Mettre fin à l'itinérance chez les femmes au Canada : si ce n'est aujourd'hui, quand?

Les conclusions de cette analyse documentaire rend une chose très claire : la crise du logement au Canada est SEXOSPÉCIFIQUE. Les femmes, les filles et les personnes de diverses identités de genre au Canada portent de façon disproportionnée le fardeau de la pauvreté, des besoins impérieux de logement, de la violence interpersonnelle et des responsabilités liées à la garde des enfants. Ces fardeaux sont plus lourds pour les personnes qui subissent multiples formes de marginalisation. La pénurie de logements abordables, sûrs et adéquats pour les femmes et les personnes de diverses identités de genre signifie que beaucoup restent piégées dans des situations d'itinérance cachée et de violence. Les systèmes d'urgence surchargés et sous-financés ne répondent souvent pas aux besoins de ces groupes et contribuent involontairement aux cycles de violence et de précarité. Il est flagrant que de nombreuses femmes et filles expliquent systématiquement qu'elles préfèrent rester dans un refuge et faire face à la violence d'un seul homme, plutôt que de devenir sans abri et de subir la violence de nombreux hommes dans la rue ou dans des refuges (Watson, 2009, 2011).

Si nous voulons vraiment mettre fin à l'itinérance chez les femmes, les jeunes filles et les personnes de diverses identités de genre, nous devons comprendre et investir dans des solutions de logement qui fonctionnent pour ces groupes. Cependant, de grandes lacunes dans la recherche et les données continuent d'exister, laissant les gouvernements et les défenseurs dans l'ignorance quant à l'ampleur du problème, à savoir qui lutte et à la voie à suivre.

Les lacunes de la recherche incluent :

- ↳ Un manque de données nationales sur l'itinérance cachée, notamment dans les collectivités rurales, éloignées et du Nord;
- ↳ Des recherches extrêmement limitées sur les expériences des femmes et des filles noires et des personnes de diverses identités de genre en matière de besoin de logement et d'itinérance;
- ↳ Des comptes rendus comparatifs limités sur les programmes ou les interventions qui préviennent ou éliminent efficacement l'itinérance chez les femmes;
- ↳ Des lacunes dans les données sur les lieux où les femmes se rendent lorsqu'elles sortent d'un refuge pour sans-abri ou d'un refuge VCF, ou lorsqu'on leur refuse l'accès pour des raisons de capacité;
- ↳ Des données inadéquates sur les expériences de violence et d'exclusion des femmes transgenres au sein des systèmes publics, du secteur de l'itinérance et du secteur de la violence contre les femmes;
- ↳ Des recherches limitées sur les expériences des femmes nouvellement arrivées dans le domaine de l'itinérance, particulièrement en ce qui a trait à leurs expériences dans les systèmes publics;
- ↳ Un manque de données comparatives sur les modèles de logements de soutien qui fonctionnent pour les diverses femmes qui éprouvent des besoins en logement, victimes de violence et/ou d'oppression systémique;
- ↳ Des lacunes dans les données sur les expériences des femmes LGBTQ2S+ et sur les expériences des personnes de diverses identités de genre en matière de besoin en logement, y compris celles qui sont enceintes ou mères.

Notre étude suggère que le cloisonnement de la collecte et de l'analyse des données entre les systèmes et les secteurs, dont les secteurs de l'exclusion liée au logement et de la violence contre les femmes, empêche une compréhension solide des besoins des femmes en matière de logement et de l'exclusion liée au logement. Il semblerait que de nombreux systèmes publics et disciplines universitaires ne partagent pas les données, considérant plutôt les femmes du point de vue d'un système ou d'un domaine particulier. Étant donné que l'itinérance chez les femmes est une question de fusion des politiques, cette approche crée des obstacles à la prévention et à l'élimination de l'itinérance chez les femmes. Il sera essentiel de mettre l'accent sur la justice des données et l'analyse des données intersectorielles pour aller de l'avant.

Qui plus est, notre étude suggère que les femmes et les personnes de diverses identités de genre sont particulièrement vulnérables aux obstacles structurels et systémiques au logement, et se retrouvent exclues de la plupart des politiques de logement et de lutte contre l'itinérance. Un droit au logement pleinement mis en œuvre sera essentiel pour découvrir et résoudre ces obstacles systémiques. La mise en œuvre d'un tel droit, qui permet non seulement de sauver et d'affirmer la vie des femmes et des personnes de diverses identités de genre, est essentielle pour s'attaquer aux problèmes plus vastes de l'itinérance chronique et de la pauvreté intergénérationnelle, de l'itinérance et de la violence.

C'est maintenant qu'il faut agir. Si ce n'est aujourd'hui, quand? Si le Canada désire vraiment bâtir une société plus juste sur les cendres de COVID-19, l'équité des sexes doit être au cœur de ses efforts. Et le logement est un très bon point de départ.

References

- Abramovich, A. (2017). Understanding how policy and culture create oppressive conditions for LGBTQ2S youth in the shelter system. *Journal of Homosexuality*, 64(11), 1484-1501.
- Alimi, S., Singh, S. et Brayton, B. (2018). *Parliamentary Brief A Brief Prepared for the Standing Committee on the Status of Women in Canada (FEWO) for their Study of the System of Shelters and Transition Houses in Canada*. Tiré de www.dawncanada.net
- Arriagada, P. (2016). «Les femmes de Premières Nations, les Métisses et les Inuites» dans *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe*. Statistique Canada. Tiré de <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-503-x/2015001/article/14313-eng.htm>
- Azim, K. A., MacGillivray, L. et Heise, D. (2018). Mothering in the margin: A narrative inquiry of women with children in a homeless shelter. *Journal of Distress and the Homeless*, 28(1), 34-43.
- Baptista, I. (2010). "Women and Homelessness", in E. O'Sullivan, V. Busch-Geerstema, D. Quilgars & N. Pleace (Eds), *Homelessness Research in Europe*. Brussels: FEANTSA. p. 163 à 186.
- Bretherton, J. (2017). Reconsidering Gender in Homelessness. *European Journal of Homelessness*, 11(1), 1-21.
- Burczycka, M. (2017). Profil des adultes canadiens ayant subi des mauvais traitements durant l'enfance. Juristat. Statistique Canada. Tiré de <https://www150.statcan.gc.ca>
- Caplan, R. (2019). *"Invisible" parent experiences of homelessness and separation from their children in Canada*. (Thèse). Wilfrid Laurier University, Waterloo: Ontario. Tiré de <https://scholars.wlu.ca/etd/2126/>
- Curry, K. (2018). *Housing for First Nations, Inuit, and Métis Women*. Native Women's Association of Canada. Tiré de <https://www.nwac.ca/wpcontent/uploads/2018/07/NWACFactSheet-Housing-20180220-FINAL.pdf>
- Drabble, J and McInnes, S. (2017). "Finding Her Home: A Gender-Based Analysis of the Homelessness Crisis in Winnipeg." *Canadian Centre for Policy Alternatives*. Manitoba Office. Disponible en ligne à <https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/Manitoba%20Office/>
- Emploi et Développement social Canada. (2019a). *Points saillants de l'Étude nationale sur les refuges 2005 à 2016*. Ottawa. Tiré de <https://www.canada.ca>
- Emploi et Développement social Canada. (2019b). *Tout le monde compte 2018 : Faits saillants – Résultats préliminaires du deuxième dénombrement ponctuel de l'itinérance dans les communautés canadiennes coordonné à l'échelle nationale*. EDSC. Tiré de <https://www.canada.ca>
- Falvo, N. (2019, 28 novembre). The Use of Homeless Shelters by Indigenous Peoples in Canada. *Presse de l'Observatoire canadien sur l'itinérance*. Tiré de <https://www.homelesshub.ca>
- Fotheringham, S., Walsh, C. A. et Burrowes, A. (2014). 'A place to rest': the role of transitional housing in ending homelessness for women in Calgary, Canada. *Gender, Place & Culture*, 21(7), 834-853.
- Gaetz, S., O'Grady, B., Kidd, S. et Schwan, K. (2016). *Sans domicile : un sondage national sur l'itinérance chez les jeunes*. Toronto : Presse de l'Observatoire canadien sur l'itinérance. Disponible en ligne à : <http://homelesshub.ca/YouthWithoutHome>
- Guo, X., Slesnick, N. et Feng, X. (2016). Housing and support services with homeless mothers: Benefits to the mother and her children. *Community mental health journal*, 52(1), 73-83.
- Ho, K. (2007). Structural violence as a human rights violation. *Essex Human Rights Review*, 4(2), 1-17.
- Kirkby, C., & Mettler, K. (2016). Women First: An Analysis of a Trauma-Informed, Women-Centered, Harm Reduction Housing Model for Women With Complex Substance Use and Mental Health Issues. *Systems Planning for Targeted Groups*, 1-18. Extrait le 4 mai 2019 de <https://www.homelesshub.ca/resource/21-women-first-analysis-trauma-informed-women-centred-harm-reduction-housing-model-women>
- Lyons, T., Krüsi, A., Pierre, L., Smith, A., Small, W. et Shannon, K. (2016). Experiences of Trans Women and Two-Spirit Persons Accessing Women-Specific Health and Housing Services in a Downtown Neighborhood of Vancouver, Canada. *LGBT Health*, 3(5), 373-378. doi:10.1089/lgbt.2016.0060
- Maki, K. (2017). *Housing, homelessness, and violence against women: A discussion paper*. Women's Shelters Canada. Tiré de <https://homelesshub.ca>

- Martin, C. M. et Walia, H. (2019). *Red women rising: Indigenous women survivors in Vancouver's downtown eastside*. Tiré de <http://dewc.ca>
- McInnes, S. (2016). *Fast Facts: 4 things to know about women and homelessness in Canada*. Canadian Centre for Policy Alternatives. Tiré de www.policyalternatives.ca
- Miller-Perrin, C. et Wurtele, S. (2017). Sex trafficking and the commercial sexual exploitation of children. *Women & Therapy, 40*, 1-2, 123-151. Tiré de <https://www.researchgate.net>
- Milligan, D. A. (2012). *Homeless mothers as parent leaders* (Order No. 3510781). Tiré de ProQuest Dissertations & Theses Global. (UMI No. 1019243668)
- Nemiroff, R., Aubry, T. et Klodawsky, F. (2011). From homelessness to community: Psychological integration of women who have experienced homelessness. *Journal of Community Psychology, 39*(8), 1003-1018. doi:10.1002/jcop.20486
- Perreault, S. (2015). *La victimisation criminelle au Canada, 2014*. Juristat. Statistique Canada. Tiré de <https://www150.statcan.gc.ca>
- Pleace, N. et Bretherton, J. (2013). The case for Housing First in the European Union: A critical evaluation of concerns about effectiveness. *European Journal of Homelessness, 7*(2), 21-41.
- Prentice, J. & Simonova, E. (2019). *Housing Conditions of Female-Led Households*. CMHC – SCHL. Tiré de <http://publications.gc.ca>
- Savage, M. (2016). Gendering Women's Homelessness. *Irish Journal of Applied Social Studies, 16*(2), 43-64.
- Schwan, K., Gaetz, S., French, D., Redman, M., Thistle, J. et Dej, E. (2018). *Que faudrait-il faire? Des jeunes de partout au Canada parlent de la prévention de l'itinérance chez les jeunes*. Toronto, Ontario : Presse de l'Observatoire canadien sur l'itinérance.
- Shelton, K. H., Taylor, P. J., Bonner, A. et van den Bree, M. (2009). Risk factors for homelessness: Evidence from a population-based study. *Psychiatric Services, 60*(4), 465-472.
- Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), (2018). *Stratégie nationale sur le logement : Qu'est-ce que la Stratégie?* Tiré de <https://www.cmhc-schl.gc.ca>
- Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), (2019). *Données sur les besoins impérieux en matière de logement*. SCHL. Tiré de <https://www.cmhc-schl.gc.ca>
- Statistique Canada. (2019). *Les établissements d'hébergement canadiens pour les victimes de violence, 2017-2018*. Statistique Canada. Ottawa. Tiré de <https://www150.statcan.gc.ca>
- Trocmé, N., Knoke, D. et Blackstock, C. (2004). Pathways to the overrepresentation of Aboriginal children in Canada's child welfare system. *Social Service Review, 78*, 577-600.
- Tutty, L.M., Ogden, C., Giurgiu, B. et Weaver-Dunlop, G. (2014). I Built My House of Hope: Abused Women and Pathways Into Homelessness. *Violence Against Women, 19*(12), 1498-1517. DOI: 10.1177/1077801213517514
- Van Berkum, A. et Oudshoorn, A. (2015). *Best practice guidelines for ending women's and girls' homelessness. Ottawa : Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance*. Tiré de <https://www.abeoudshoorn.com>
- Vecchio, K. (2019). *Surviving abuse and building resilience – A study of Canada's systems of shelters and transition houses serving women and children affected by violence*. Rapport du comité permanent de la condition féminine. Tiré de : <https://www.ourcommons.ca>
- Walsh, C. A., Rutherford, G. E. et Kuzmak, N. (2009). Characteristics of Home: Perspectives of Women Who Are Homeless. *The Qualitative Report, 14*(2), 299-317.
- Walsh, C.A., MacDonald, P., Rutherford, G.E., Moore, K. et Krieg, B. (2012). Homelessness and Incarceration among Aboriginal Women: An Integrative Literature Review. *Pimatisiwin: A Journal of Aboriginal and Indigenous Community Health, 9*(2), 363-386. <https://www.semanticscholar.org>
- Watson, J. (2011). Understanding survival sex: Young women, homelessness and intimate relationships. *Journal of Youth Studies, 14*(6), 639-655.
- Wesely, J. (2009). "Mom said we had a money maker": Sexualization and survival contexts among homeless women. *Symbolic Interaction, 32*(2), 91-105. doi:10.1525/si.2009.32.2.91
- Zinger, I. (2020). *Les Autochtones sous garde fédérale dépassent les 30 % - Énoncé des enjeux et défi de l'enquêteur correctionnel* [Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada]. Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada. Tiré de <https://oci-bec.gc.ca>